

Proposition prébudgétaire présentée au Comité permanent des finances  
de la Chambre des communes

Août 2011

## Résumé

La Chambre de commerce du Canada est heureuse d'avoir l'occasion de participer aux consultations prébudgétaires et de faire connaître ses vues sur les questions posées par le Comité permanent des finances de la Chambre des communes : comment assurer une reprise économique soutenue au Canada; comment créer des emplois durables et de qualité; comment maintenir des taux d'imposition à des niveaux relativement bas; et comment atteindre un budget équilibré?

Nous notons que ces objectifs sont liés les uns aux autres et, par conséquent, les politiques gouvernementales doivent être mises en œuvre de manière uniforme tout en tenant compte, comme il se doit, des compromis et des éléments de complémentarité possibles.

Compte tenu des questions du Comité des finances, la Chambre de commerce du Canada invite le gouvernement fédéral à :

1. appliquer des politiques compatibles avec les principes de la stabilité des prix, de la prudence financière, de l'ouverture commerciale et de la réforme structurelle;
2. mettre en œuvre une stratégie nationale en matière d'innovation revivifiée axée sur la recherche, la formation et le perfectionnement, l'enseignement et la transformation des idées en biens et services commercialisables;
3. contenir les dépenses de programmes et accroître l'efficacité des activités gouvernementales afin d'éliminer le déficit et de rétablir la marge de manœuvre financière pour intervenir dans les secteurs qui sont essentiels à la compétitivité à long terme du Canada, y compris une baisse des taux d'imposition élevés du revenu marginal des particuliers.

### **Assurer une croissance économique soutenue**

Les dizaines d'années d'expérience des pays de l'OCDE permettent de constater que les politiques économiques qui assurent le meilleur fondement pour une croissance économique soutenue prennent appui sur quatre principes : la maîtrise de l'inflation, la prudence financière, l'ouverture commerciale et la réforme structurelle. Un bon système financier arrime le tout.

- **Maîtrise de l'inflation** – Lorsque l'inflation est faible, stable et prévisible, les consommateurs et les entreprises ont la confiance voulue pour planifier l'avenir parce qu'ils savent que le pouvoir d'achat que leur donne leur argent ne s'effritera pas de façon constante année après année. Une faible inflation signifie également des taux d'intérêt nominaux et réels plus faibles. Ainsi, les ménages peuvent dépenser et les entreprises peuvent financer leurs activités courantes et investir dans des dispositifs et des équipements qui permettent d'accroître la productivité. À la Chambre de commerce du Canada, nous croyons que la politique de ciblage de l'inflation de la Banque du Canada sert bien les intérêts des Canadiens et qu'elle devrait être maintenue.
- **Prudence financière** – Les déficits élevés et l'augmentation de la dette font augmenter les taux d'intérêt et épuisent les économies nationales. Ils nuisent à l'activité économique. En maintenant l'accent sur l'équilibre budgétaire et la réduction de la dette, le gouvernement disposera de la marge de manœuvre financière nécessaire pour maintenir les taxes et les impôts à un niveau peu élevé afin d'encourager la croissance à long terme, et il aura les ressources nécessaires pour affronter la tempête causée par le vieillissement de la population.

- Ouverture commerciale – L’ouverture aux échanges commerciaux et l’intégration dans les marchés mondiaux constituent un puissant stimulant pour une croissance accrue et durable. La concurrence encourage l’efficacité et alimente l’innovation, elle accroît la productivité et ouvre la voie à des emplois plus rémunérateurs. Pour assurer le dynamisme des entreprises canadiennes et de l’économie du Canada, il faut une stratégie ambitieuse, exhaustive et tournée vers l’avenir qui vise à donner un nouvel élan aux échanges commerciaux et financiers du Canada avec les autres pays.
- Réforme structurelle – La prise en compte des obstacles structurels à la productivité et à la croissance économique doit demeurer une pierre angulaire cruciale des programmes gouvernementaux. Pour cela, il faut, entre autres, éliminer tous les obstacles internes au commerce et à la mobilité, les mesures tendant à décourager le travail dans le système de soutien du revenu (comme l’assurance-emploi) et les procédures réglementaires accablantes et réduire au minimum les coûts d’administration de l’impôt et d’observation fiscale. Les décideurs devraient toujours chercher des moyens d’accroître la flexibilité de l’économie canadienne et d’en améliorer le rendement. Ceci est tout spécialement important dans une économie ouverte et relativement petite comme celle du Canada.
- Un bon système financier – Le Canada a l’avantage d’avoir un système financier mature, perfectionné et bien géré, soutenu par un cadre de réglementation et de supervision solide et prudent. « Le système financier contribue grandement au bien-être économique de tous les Canadiens. La capacité des ménages et des entreprises de détenir et de transférer en toute confiance des actifs financiers constitue en effet l’un des fondements de l’économie canadienne. Un système financier stable concourt à l’expansion de l’activité et à l’amélioration du niveau de vie<sup>1</sup>. »

### **Créer des emplois durables et de qualité**

Les pays en développement font une concurrence agressive aux nations industrialisées, dont le Canada, pour marquer des points dans la course en vue d’accaparer une part du marché international et au niveau de l’innovation technologique, des investissements étrangers et des activités à valeur ajoutée élevée dans les chaînes d’approvisionnement mondiales. La Chine a consolidé son rôle de superpuissance manufacturière et elle est la plateforme régionale de la production impartie à l’étranger. De nombreux pays en développement approvisionnent la Chine en pièces et en composantes, en matières premières et en produits énergétiques. La Chine, l’Inde, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam sont en train d’accroître à grande vitesse leur capacité innovatrice. Ces pays possèdent une masse critique de chercheurs, de scientifiques et d’ingénieurs. Étant donné leur engagement en matière de recherche et de développement, ces pays sont des chefs de file mondiaux en matière d’innovation au niveau des produits et des procédés. Le Canada court le risque d’être largué tandis que d’autres pays plus agressifs prennent les devants.

Pour créer des emplois durables et de qualité, le Canada doit adopter une culture d’innovation. L’innovation consiste en « des façons nouvelles ou meilleures de faire des choses ayant une valeur quelconque. Elle ne se limite pas qu’aux produits, mais englobe également l’amélioration des procédés, comme la chaîne de montage et les nouveaux modèles... Les innovations radicales, comme la machine à vapeur et le transistor, créent des marchés entièrement nouveaux. Ce qui est

---

<sup>1</sup> Banque du Canada, « Revue du système financier », juin 2011.

beaucoup plus répandu, ce sont les formes progressives d'innovation dans des marchés établis, dans lesquels les biens et les services sont améliorés de façon continue<sup>2</sup>. »

Quelle que soit l'industrie, l'innovation joue un rôle important pour le succès de l'entreprise. L'innovation ouvre la voie à la création d'emplois dans les secteurs de haute technologie et manufacturiers de haut niveau comme l'aérospatiale, la nanotechnologie, les sciences de la vie et l'énergie de remplacement. Elle crée aussi des emplois dans les secteurs de soutien, comme l'installation de réseaux à large bande et la construction d'infrastructure à la fine pointe.

Pour encourager l'innovation, le gouvernement doit mettre l'accent sur :

- La mise en place de la main d'œuvre la plus qualifiée, la mieux formée et la plus entrepreneuriale au monde;
- Une amélioration importante de notre capacité à faire en sorte que les percées de la recherche sortent des laboratoires pour trouver une place sur le marché;
- La nécessité de se faire le champion d'un régime des droits de propriété intellectuelle solide;
- L'amélioration de la gestion administrative du programme de recherche scientifique et de développement expérimental (RS&DE) pour faire en sorte que les crédits d'impôt à l'investissement en RS&DE sont accordés de manière prévisible, opportune et efficace afin que les entreprises, quelle que soit leur taille, puissent plus facilement investir dans la recherche et le développement.

Finalement, il vaut la peine d'étudier ce qui se fait en Allemagne – un pays qui a été capable de maintenir un secteur manufacturier puissant face à la concurrence exercée par la Chine et d'autres économies émergentes. Ce pays met l'accent sur les industries manufacturières haut de gamme qui produisent des biens reconnus partout dans le monde pour leur qualité, commandant ainsi des prix supérieurs. Le secteur manufacturier allemand a mis en place des liens solides avec les universités, les établissements d'enseignement technique et les écoles polytechniques qui aident les fabricants à mettre au point des procédés et des produits qui se classent au premier rang à l'échelle internationale. L'Allemagne accorde beaucoup d'importance à l'enseignement scientifique, à l'enseignement technique, aux programmes d'apprentissage, à la formation et au perfectionnement.

### **Maintenir des taux d'imposition à des niveaux relativement bas**

Il est possible de maintenir les taux d'imposition à des niveaux relativement bas en contenant les dépenses gouvernementales, en élargissant l'assiette de l'impôt sur le revenu et grâce à la croissance économique.

La limitation des dépenses gouvernementales et l'amélioration de l'efficacité des programmes et des activités de l'État constituent la clé de l'élimination du déficit et du rétablissement de la marge de manœuvre financière pour intervenir dans les secteurs qui sont de la plus haute importance pour la compétitivité à long terme du Canada, y compris une diminution des taux élevés d'imposition du revenu marginal des particuliers (notamment dans le cas des particuliers ayant un revenu modeste), lesquels ont pour effet de décourager les Canadiens de travailler, d'économiser et d'investir.

---

<sup>2</sup> Conseil des académies canadiennes, « Innovation et stratégies d'entreprise : Pourquoi le Canada n'est pas à la hauteur », rapport du Comité d'experts sur l'innovation dans les entreprises, juin 2009.

Le gouvernement fédéral devrait aussi examiner les centaines d'exemptions, déductions, dégrèvements, reports et crédits qui font partie du régime fiscal fédéral dans le but d'assurer qu'ils sont efficaces et efficaces du point de vue économique. Par exemple, certains crédits ne font que subventionner des activités que de nombreux bénéficiaires auraient réalisées de toute façon. D'autres peuvent encourager des dépenses dans certains secteurs, incitant les fournisseurs à hausser les prix et, par conséquent, annulant l'avantage du crédit d'impôt. Dans de nombreux cas, le gouvernement utilise des avantages fiscaux pour atteindre des objectifs sociaux plutôt que de financer une initiative par le truchement de programmes de dépense. Les incitatifs prennent la forme de réductions d'impôt tandis que, en fait, ce sont des augmentations des dépenses. Finalement, la myriade d'avantages fiscaux complique énormément la structure fiscale, fait augmenter les coûts d'observation et ouvre la voie à la fraude fiscale et à l'évitement fiscal. L'élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu (en réduisant ou en abolissant les dispositions fiscales ciblées inefficaces et inefficaces) aurait pour effet de faciliter une baisse des taux d'imposition, ce dont tout un chacun profiterait.

Finalement, en remettant notre pays sur la voie de la croissance solide et durable et de la création d'emplois véritable, les recettes fiscales augmenteront, permettant ainsi des réductions des taux d'imposition.

### **Atteindre un budget équilibré**

La Chambre de commerce a demandé au gouvernement fédéral d'atteindre l'équilibre budgétaire d'ici 2015 et, pour ce faire, de limiter les dépenses de programmes à environ 1,6 % par an, en moyenne, jusqu'à l'exercice financier 2015-2016. À première vue, cette mesure peut sembler peu exigeante mais il s'agirait en fait d'un important changement d'orientation compte tenu que les dépenses de programmes du gouvernement fédéral ont augmenté d'environ six pour cent par an entre l'exercice financier 2000-2001 et l'exercice financier 2008-2009. Il est aussi possible de réaliser des économies en améliorant l'efficacité et l'efficacité des programmes gouvernementaux.

À la Chambre de commerce du Canada, nous reconnaissons que le fait de sabrer à gauche et à droite dans les programmes gouvernementaux sans instaurer des réformes structurales sous-jacentes n'aura que peu d'effet au niveau des économies durables. L'examen attentif des programmes gouvernementaux doit s'inscrire dans un processus en continu.

À l'assemblée générale annuelle de 2010 de la Chambre de commerce du Canada, les délégués ont adopté une résolution invitant le gouvernement fédéral à évaluer régulièrement l'ensemble de ses programmes et activités en posant les questions suivantes :

- Le programme ou le secteur d'activité continue-t-il de servir l'intérêt public?
- Le gouvernement joue-t-il un rôle légitime et nécessaire dans ce secteur de programme ou dans cette activité ou est-ce que le secteur privé ou bénévole pourrait jouer un plus grand rôle en totalité ou en partie?
- Les Canadiens obtiennent-ils le meilleur rapport qualité-coût pour les fonds publics dépensés?
- Si le programme ou l'activité continue, comment pourrait-on améliorer son efficacité et son efficacité? Par exemple, les frais de prestation peuvent-ils être réduits grâce à un usage intelligent de la technologie, à des partenariats secteur public et secteur privé ou à la prestation par un tiers?

- Le gouvernement fédéral agit-il dans le cadre strict de ses responsabilités constitutionnelles bien connues? Le programme devrait-il être mis en concordance avec les provinces et territoires?

À la Chambre de commerce du Canada, nous croyons que l'augmentation des impôts et des taxes imposés aux familles et aux entreprises canadiennes ne constitue pas la bonne façon d'éliminer le déficit. Dans une économie mondiale fortement intégrée, l'assiette fiscale est continuellement changeante. Les travailleurs qualifiés, les entreprises, les emplois et le capital franchissent facilement les frontières, à la recherche des meilleures possibilités économiques. Ils sont attirés par les environnements où les coûts et les impôts et taxes sont peu élevés. Il est essentiel de ne pas saper les progrès réalisés jusqu'ici au chapitre des réductions de l'impôt des sociétés et de l'impôt des particuliers.

## **Conclusion**

Le vieillissement de la population pose un défi de taille à l'amélioration continue du niveau de vie et à la durabilité des programmes sociaux au cours des prochaines décennies. La demande de programmes financés par l'État, comme les soins de santé et les prestations aux personnes âgées, connaîtra une hausse marquée et un nombre réduit de travailleurs devra assumer une part accrue du fardeau fiscal. Pour faire face avec efficacité aux nouvelles pressions démographiques, le Canada doit renforcer sa base économique. En d'autres termes, si nous voulons un plus gros gâteau à partager entre les personnes âgées et le reste de la population à l'avenir, nous devons assurer la croissance économique du Canada.

« ... une multitude de données montrent qu'il existe un lien étroit entre, d'une part, la croissance économique et, d'autre part, l'ouverture et la compétitivité des marchés d'un pays, et que la concurrence est un élément important à l'origine de l'innovation, de la productivité et de la prospérité<sup>3</sup>. » Ainsi, le Canada a beaucoup à gagner en s'attaquant aux obstacles structureaux depuis longtemps en place qui entravent la productivité, ralentissent la création d'emplois et limitent la croissance économique.

Il est impérieux de restreindre la croissance des dépenses fédérales pour éliminer le déficit et rétablir la marge de manœuvre financière nécessaire pour faire face aux situations économiques changeantes.

La Chambre de commerce du Canada désire souhaiter le meilleur succès au Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans le cadre des consultations prébudgétaires. Nous sommes tout à fait disposés à contribuer de toutes les façons possibles à la création d'un Canada plus fort et plus prospère.

Pour renseignements, veuillez contacter :

Tina Kremmidas, économiste principale – tkremmidas@chamber.ca – 416.868.6415 poste 222

---

<sup>3</sup> Bureau de la concurrence, « Mémoire présenté au Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence », 11 janvier 2008.